



**DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**PÔLE SOLIDARITÉS**

**DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DE LA SANTÉ**

**ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DES 4 RÉSIDENCES AUTONOMIE GÉRÉES PAR  
LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE SAINT-OMER**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le règlement départemental d'aide sociale,

Vu la délibération du Conseil départemental du 12 décembre 2022 portant adoption du pacte des solidarités humaines « Agir avec vous pour l'épanouissement de tous dans le Pas-de-Calais »,

Vu les résultats de l'évaluation externe du service réalisée par l'organisme Intégrale Conforme en date du 8 juin 2016,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental en date du 18 janvier 2023 portant sur la programmation des évaluations de la qualité des établissements et services médico-sociaux,

**Le Président du Conseil départemental,**

Considérant que le gestionnaire a satisfait aux obligations afférentes à l'exercice de l'autorisation et aux conditions de son renouvellement.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental dans les deux mois suivant sa notification ou son affichage et/ ou publication électronique. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lille, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux.

## ARRÊTE :

### Article 1 :

L'autorisation accordée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Saint-Omer de gérer quatre résidences autonomie est renouvelée à compter du 2 janvier 2023.

La capacité d'accueil médico-social des quatre établissements se répartit comme suit :

- Nom de la résidence autonomie : Résidence des Maraîchers  
Nombre de places autorisées : 50  
N° FINESS : 620109173  
N° SIRET : 26620765300095  
Adresse : rue des Maraîchers 62500 Saint-Omer
- Nom de la résidence autonomie : Résidence Perpignan  
Nombre de places autorisées : 29  
N° FINESS : 620106955  
N° SIRET : 26620765300079  
Adresse : 1 Place Perpignan 62500 Saint-Omer
- Nom de la résidence autonomie : Résidence Roger Merlier  
Nombre de places autorisées : 30  
N° FINESS : 620106971  
N° SIRET : 26620765300053  
Adresse : 116 rue Saint-Exupéry 62500 Saint-Omer
- Nom de la résidence autonomie : Résidence Suger  
Nombre de places autorisées : 36  
N° FINESS : 620106989  
N° SIRET : 26620765300103  
Adresse : 1 rue Maurice Linglin 62500 Saint-Omer

N° FINESS de l'entité juridique de rattachement : 620109173

### Article 2 :

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à l'aide sociale.

### Article 3 :

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

### Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, devra être porté à la connaissance des autorités compétentes, conformément à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. En vertu de l'article L 313-1 du même code, l'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes.

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec demande d'accusé de réception au Président du CCAS de Saint-Omer.

**Article 6 :**

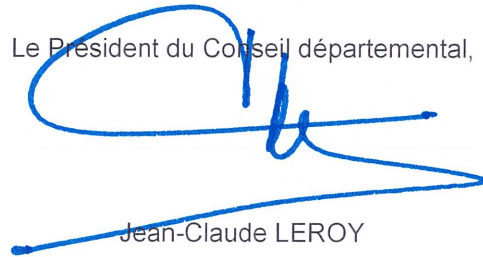
Le présent arrêté sera affiché dans un délai de 15 jours à compter de sa notification et pendant un délai d'un mois à l'hôtel du Département du Pas-de-Calais et à la mairie de Saint-Omer.

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Pas-de-Calais.

Arras, le 22 DEC. 2023

Le Président du Conseil départemental,



Jean-Claude LEROY

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au directeur de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France ;
- au directeur de la maison départementale des personnes handicapées ;
- au directeur de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail ;
- au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie Lille-Douai ;
- au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de l'Artois ;
- au maire de Saint-Omer.